

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes
ud-hainaut.dreal-hauts-de-france@developpement-
durable.gouv.fr

Valenciennes, le [cf date
d'approbation]

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Partie nominative

SAINT GOBAIN GLASS FRANCE

11 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE
BP 99
59580 Émerchicourt

Affaire suivie par : Virginie DOLIQUE
Téléphone : 03 27 21 05 15
Courriel : virginie.dolique@developpement-durable.gouv.fr
Références : 2025 – V3 – 012
Code AIOT : 0007000442

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 14/11/2024 de l'établissement SAINT GOBAIN GLASS FRANCE implanté 11 boulevard de la république BP 99 59580 Émerchicourt. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Virginie DOLIQUE, Unité départementale du Hainaut, V3, inspectrice de l'environnement
- Maxence TISON, Unité départementale du Hainaut, V1, inspecteur/trice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

Jacques LAGNEAUX - Responsable QEHS

Le courriel d'échange avec l'administration est Jacques.Lagneaux@saint-gobain.com.

Rédacteur	Vérificateur	Vérificateur bis	Approbateur
L'inspectrice de l'environnement, spécialité installations classées	L'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées	L'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées	Le chef de l'unité départementale du Hainaut
Virginie DOLIQUE	Maxence TISON	Mathieu PECQUEUX	Christophe EMIEL

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 14/11/2024 de l'établissement SAINT GOBAIN GLASS FRANCE implanté 11 boulevard de la république BP 99 59580 Émerchicourt, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Personnel d'exploitation** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017 article : 5

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Périodicité d'inspection périodique** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017 article : 15 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 16/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAINT GOBAIN GLASS FRANCE

11 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE
BP 99
59580 Émerchicourt

Références : 2025 – V3 – 012
Code AIOT : 0007000442

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement SAINT GOBAIN GLASS FRANCE implanté 11 boulevard de la république BP 99 59580 Émerchicourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT GOBAIN GLASS FRANCE
- 11 boulevard de la république BP 99 59580 Émerchicourt
- Code AIOT : 0007000442
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAINT-GOBAIN GLASS FRANCE est implantée sur les territoires des communes d'Emerchicourt et d'Aniche. L'usine occupe 22 hectares.

Les productions de l'établissement sont les suivantes :

- verres silico-sodo-calciques oxydes au sulfate dans un four transversal d'une capacité nominale de 650 t/j ;
- verres à couche basse émissivité ;
- verres feuilletés pour le bâtiment.

L'entreprise est spécialisée dans la fabrication de verre plat clair, fabriqué essentiellement pour le bâtiment.

Ce verre est également utilisé dans l'automobile (verre clair mince).

Le verre est produit à partir de sable (silice), de carbonate de soude, de calcaire, de sulfate et d'oxyde de fer.

Des débris de verre (calcin) sont également introduits dans le processus de fabrication.

Le four permet d'avoir un verre en fusion à 1 550 °C. Ce verre est ensuite conditionné à une température contrôlée (1 100 °C) avant d'arriver au bain d'étain.

Le procédé utilisé consiste à déverser la matière première en flottaison dans un bain d'étain. La tension de surface des deux matériaux donne naissance à un ruban de verre plat. Le verre est ensuite refroidi le long de la chaîne de production. Selon les besoins, un verre de 2 à 12 mm sera formé.

L'usine a été arrêtée pendant 3 ans de 2013 à 2016.

Le four de fusion, reconstruit en 2016, est conçu pour fonctionner en continu pour une durée de 20 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Périodicité d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Personnel d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Existence de la liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Sans objet
2	Complétude de la liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Sans objet
4	Périodicité de	Arrêté Ministériel du 20/11/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	requalification périodique	article 18	
6	Dossier d'exploitation – documents de fabrication	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I	Sans objet
7	Déclaration et contrôle de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a la connaissance des équipements sous-pression présents sur son site. Toutefois, le suivi de ces équipements doit être plus rigoureux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence de la liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 14 novembre 2024, l'exploitant a fourni la liste des équipements sous-pression exploités sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Complétude de la liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Prescription contrôlée : Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.
Constats : La liste des équipements sous pression fournie lors de l'inspection comporte pour chaque équipement l'année de fabrication, le numéro de fabrication, la désignation de l'équipement, le

régime de surveillance, le volume, la pression de service, le constructeur, la date de dernière requalification, la périodicité maximale entre deux requalifications, l'échéance maximale de requalification, la date de dernière inspection périodique, la périodicité maximale entre deux inspections périodiques et l'échéance d'inspection périodique et l'emplacement de l'équipement.

Il y a lieu de constater que la pression de service n'est pas mentionnée pour l'ensemble des équipements.

Observation n°1 : l'exploitant pourra utilement compléter la colonne « PS » de la liste pour l'ensemble des équipements

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Périodicité d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;
- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide;
- Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :

La liste des équipements sous pression mentionne, à la date de la visite d'inspection des retards d'inspection périodique pour les équipements suivants :

- le réservoir fabriqué par la société CHAUMECA en 1988, de numéro de série 32929 : dernière inspection périodique en date du 21/07/2020 - échéance du 21/07/2024 dépassée ;
- le réservoir fabriqué par la société AIRCOM en 2006, de numéro de série 369/1 : dernière inspection périodique en date du 22/04/2020 - échéance du 22/04/2024 dépassée. Une

<p>visite d'inspection est planifiée pour cet équipement le 21/11/2024 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> le réservoir fabriqué par la société AIRCOM en 2006, de numéro de série 369/2 : dernière inspection périodique en date du 22/04/2020 - échéance du 22/04/2024 dépassée. Une visite d'inspection est planifiée pour cet équipement le 21/11/2024 ; le réservoir fabriqué par la société BWB en 2008, de numéro de série 240729 : dernière inspection périodique en date du 21/07/2020 - échéance du 21/07/2024 dépassée ; le réservoir fabriqué par la société SABAWERK en 2008, de numéro de série 2613 : dernière inspection périodique en date du 12/08/2020 - échéance du 12/08/2024 dépassée ; le réservoir fabriqué par la société SABAWERK en 2008, de numéro de série 2614 : dernière inspection périodique en date du 12/08/2020 - échéance du 12/08/2024 dépassée ; le réservoir fabriqué par la société COMPONENTS B.V en 2007, de numéro de série G0703002 : dernière inspection périodique en date du 12/08/2020 - échéance du 12/08/2024 dépassée ; le réservoir fabriqué par la société DE GLOBE PROFERRO en 2005, de numéro de série G0502435 : dernière inspection périodique en date du 03/07/2020 - échéance du 03/07/2024 dépassée. Une visite d'inspection est planifiée pour cet équipement le 21/11/2024 ; le réservoir fabriqué par la société SEA en 2016, de numéro de série 1883466 : dernière inspection périodique en date du 22/04/2020 : échéance du 22/04/2024 dépassée ; le réservoir fabriqué par la société PROFERRO en 2015, de numéro de série 200335 : dernière inspection périodique en date du 02/07/2020 : échéance du 02/07/2024 dépassée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Périodicité de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le

<p>ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.
<p>Constats :</p> <p>La liste des équipements sous pression ne mentionne pas d'équipements en retard de requalification périodique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Personnel d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a désigné des personnes aptes à intervenir en fonction de la typologie d'équipement, toutefois, cette désignation est implicite au vu des postes occupés et n'est pas formalisée</p> <p>Demande d'action corrective : la désignation du personnel n'est pas formellement réalisée alors que des équipements répondant aux critères de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 sont présents.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre la formalisation de la désignation du personnel en charge de l'exploitation des équipements ainsi que leur attestation de formation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Dossier d'exploitation – documents de fabrication

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Prescription contrôlée : L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : <ul style="list-style-type: none">- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.
Constats : Il a été procédé au contrôle de l'existence des documents de fabrication dans le dossier d'exploitation. La vérification a été effectuée par sondage sur l'autoclave 1 n°3670 La notice d'instruction est présente dans le dossier d'exploitation constitué pour cet équipement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déclaration et contrôle de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Prescription contrôlée : Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service : 1. Les récipients sous pression de gaz dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar et dont le produit pression maximale admissible par le volume est supérieur à 10 000 bar.l ; 2. Les tuyauteries dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar appartenant à une des catégories suivantes : a) Tuyauteries de gaz du groupe 1 dont la dimension nominale est supérieure à DN 350 ou dont le produit PS.DN est supérieur à 3 500 bar, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 100 ; b) Tuyauteries de gaz de groupe 2 dont la dimension nominale est supérieure à DN 250, à l'exception de celles dont le produit PS.DN est au plus égal à 5 000 bar ; 3. Les générateurs de vapeur appartenant au moins à une des catégories suivantes : a) Générateurs de vapeur dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 32 bar ; b) Générateurs de vapeur dont le volume est supérieur à 2 400 l ; c) Générateurs de vapeur dont le produit PS.V excède 6 000 bar ;

4. Les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide fixes.

Le contrôle de mise en service prévu à l'article L. 557-28 du code de l'environnement a pour objet de constater que l'équipement, une fois installé, satisfait aux dispositions du titre II du présent arrêté et que ses conditions d'exploitation en permettent une utilisation sûre.

Constats :

La vérification a été effectuée par sondage sur l'autoclave 1 n°3670. L'exploitant a présenté l'attestation de contrôle de mise en service datée du 21 janvier 2004 et réalisée par l'APAVE.

Type de suites proposées : Sans suite